



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

FRAGMENTATION DE LA LIBYE : UN APPEL AU VOTE DANS UN ENVIRONNEMENT MOUVEMENTÉ

Par Fatou Ndiaye Sadj

Fatou Ndiaye Sadj est étudiante en master 1 de science politique parcours politiques de prévention et sécurité à l'université de Versailles Saint Quentin en Yvelines.

RÉSUMÉ

Cette note d'analyse politique tente d'apporter le discrédit sur l'idée même d'organisation d'élections présidentielles avant la fin de l'année 2018 en Libye avec l'appui soutenu de la France. Elle cherche à démontrer l'inapplicabilité des solutions envisagées par ce dernier dans ce contexte avec une histoire politique totalement différente de la sienne. Elle dénonce le caractère illogique de la justification de l'ingérence étant donné que la première fois l'intervention a eu lieu pour permettre au peuple libyen de disposer d'eux-mêmes alors que cette seconde est une décision à la place même de ce peuple. La présente note passe en revue les raisons internes à ce pays qui font que des élections sont vouées à l'échec car le peuple divisé et longtemps exclu de la sphère politique, non éduquée à se prononcer sur ces questions n'est pas encore prêt pour cette étape. Elle s'attarde sur l'organisation politique actuelle et esquisse des schémas pour l'avenir.

CONTEXTE

Cette note d'analyse politique s'insère dans un contexte géopolitique rythmé par plusieurs échecs de conciliation entreprise par la communauté internationale. Une énième tentative de mettre fin au chaos libyen qui dure depuis la chute du régime Kadhafiste en 2011. Le pays demeure morcelé entre puissances rivales, milices armées et groupes terroristes.

IDÉES MAJEURES

– Il n'existe pas un modèle de démocratie prédéfini applicable à tous les pays. L'histoire de la construction de l'État et donc l'histoire politique est à prendre en considération avant d'envisager des solutions sur le long terme aux problèmes de gouvernance.

– Le morcellement du pouvoir effectué par Kadhafi qui avait peur de voir une entité finir par s'autonomiser rend aujourd'hui difficile la réunion autour de mêmes idéaux. La fragmentation sociologique autour des tribus entretenue par ce dernier rend aussi difficile le rassemblement de la population pour constituer une nation unie.

– Le gouvernement de l'Ouest mis en place par l'Occident est incompetent pour gérer son territoire et protéger la population des milices armées et des attaques terroristes. Cet échec à l'échelle régionale donne un aperçu de ce que donnerait ce régime à l'échelle nationale.

– Le gouvernement de l'Est bien qu'illégitime au début a fini par séduire en faisant ses preuves dans la lutte contre le terrorisme. Il semble plus adapté pour répondre aux problèmes libyens à l'échelle nationale mais est mal vu en raison de la place importante qu'il accorde à l'armée. A cela s'ajoute l'âge avancé du leader qui rencontre des problèmes de santé, ce qui

constitue un problème interne qui pèse sur le futur de cette organisation.

– L'organisation en fédération pourrait être la solution ultime pour pallier le dysfonctionnement du système politique libyen.

PROBLÉMATIQUES

Quel est le modèle d'élection adapté à la Libye ?

Des élections peuvent-elles régler le problème libyen ?

De quoi le pays a réellement besoin pour sortir de la crise ?

MOTS-CLÉS

Conférence internationale sur la Libye, gouvernement d'accord national (GAN), Rada force, Brigade des révolutionnaires de Tripoli, Nawasi, Ghneiwa, Misrata, Zintan, l'alliance politico-militaire, Armée Nationale Libyenne (ANL),

INTRODUCTION

Le mardi 29 mai 2018, après sept ans de chaos suite à la destitution de Kadhafi, se tenait au palais de l'Élysée, une conférence internationale sur la Libye dont l'objectif fut de trouver comment « *travailler de façon constructive avec l'ONU pour mettre en place une base constitutionnelle pour les élections, et adopter les lois électorales nécessaires d'ici le 16 septembre 2018, afin d'organiser des élections crédibles et pacifiques le 10 décembre prochain* »¹.

Au nom d'un idéal démocratique et en répétition des erreurs passées commis sur l'Irak ou liées à la première intervention aux répercussions dramatiques, une nouvelle ingérence se prépare en Libye. L'avenir politique d'un pays se décide de nouveau loin de ses frontières, de sa population et par le biais de parties extérieures prenant en compte leurs intérêts dans la décision.

L'objet de cette note d'analyse est de dénoncer l'imposition d'un idéal de gouvernance à un pays au nom des principes de la démocratie. Bien que certaines obligations internationales auxquelles l'État a souscrit rendent possible cette action, il s'agira de pointer du doigt l'incohérence qui motive la logique d'action sachant que dans chaque pays l'État s'est construit différemment, a sa propre histoire et entretient des

1. Ambassade de France à Ankara, Conférence internationale sur la Libye - 29 mai 2018 - Palais de l'Élysée [en ligne]. (01.06.2018). Disponible sur « <https://tr.ambafrance.org/Conference-internationale-sur-la-Libye-29-mai-2018-Palais-de-l-Elysee> ». (Consulté le 1er août 2018).

relations particulières avec sa société civile. Cette relation est d'autant plus complexe s'agissant des nouveaux États issus de la décolonisation puisqu'ils ne sont pour la plupart pas le fruit d'une construction historique mais l'héritage des colons qui ont redessiné les frontières et y ont importé leur système politique sans respecter la spécificité ou l'histoire des populations sur place.

Dès lors, il semble pertinent de se poser les questions suivantes : Des élections peuvent-elles régler le problème libyen ? De quoi le pays a-t-il réellement besoin pour sortir de la crise ?

Il s'agira dans un premier temps de donner les raisons internes à la Libye qui font que cet arrangement (organisation des élections et élaboration de la constitution) ne sonnera pas la fin des problèmes libyens si la démarche vient de l'extérieur. Ensuite il conviendra de s'intéresser aux principaux protagonistes qui alimentent et entretiennent ce conflit et enfin de proposer des schémas possibles de sortie de crise.

DE LA DICTATURE AU CHAOS : LES CONSÉQUENCES DE 42 ANS DE POUVOIR

Issue de la réunion en 1939 de trois régions pourtant très différentes à savoir la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan la Libye contemporaine a accédé à son indépendance le 10 février 1947. La Libye s'est alors trouvée face à une nouvelle organisation qu'il a fallu adapter aux réalités du pays, un État importé. Contrairement aux États occidentaux s'étant constitué sur le temps long comme le rappelle Max Weber², Norbert Elias³ ou encore Charles Tilly⁴, l'État Libyen a dû entamer le processus de greffe⁵ au sens où l'entend Bertrand Badie. Cependant, contrairement à d'autres pays africains qui se sont adaptés, cette tentative de greffe a seulement entraîné des contradictions dans la monarchie libyenne notamment avec l'histoire de l'installation des bases militaires américaines et britanniques qui a fini par le discréditer et augmen-

2. Bruhns Hinnerk. Ville et État chez Max Weber. In : *Les Annales de la recherche urbaine*, N°38, 1988. Villes et États. pp. 3-12.

3. Déloye, Yves. « II. Genèse(s) de l'État moderne », *Sociologie historique du politique*. La Découverte, 2017, pp. 19-44.

4. Tilly Charles. La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé. In : *Politix*, vol. 13, n° 49, Premier trimestre 2000. Les mafias, sous la direction de Jean-Louis Briquet pp. 97-117

5. Cazes. Bertrand Badie. État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique. In : *Politique étrangère*, n° 3 - 1993 - 58^e année. pp. 802-803.

ter la frustration de la population conduisant au coup d'État de 1969⁶.

Dès lors celui que ses disciples appelaient affectueusement le guide de la Jamahiriya régna sur le territoire jusqu'à la révolte de 2011. Chef d'État et colonel, Mouammar Kadhafi avait une conception particulière du pouvoir et de la gouvernance car « *comme beaucoup de Libyens nés à la fin de la période italienne en Libye, Kadhafi et sa famille ont une expérience de l'État moderne qui est celle d'un instrument d'exploitation dont il faut se garder à tout prix. (...) une invention d'étrangers qui n'avait guère à cœur les intérêts locaux* »⁷.

L'État n'est pour lui qu'une « *construction politique, économique, militaire, artificielle qui n'a aucun lien avec l'humanité* »⁸ comme il le précise dans son livre vert. Il a donc trouvé des alternatives à l'État en accordant une place importante au local, aux clans et aux tribus. Il a eu l'intelligence de faire paraître que les décisions venaient d'en bas et que le peuple prenait part à l'histoire tout en fragmentant le pouvoir à tel point qu'aucune institution ne puisse s'autonomiser. La création des communes et des Shaabiyates a ainsi été un moyen d'impliquer le peuple tout en dispersant davantage ce pouvoir.

Incarnant la personnification du pouvoir il a régné d'une main de fer, a mené son monopole sur l'ensemble du territoire et a maintenu son régime en restreignant l'accès direct au pétrole⁹. Cette confiscation de la rente pétrolière lui aurait d'ailleurs permis d'asseoir son pouvoir selon Luis Martinez¹⁰.

Caractérisée par « *l'absence de tradition étatique, l'existence d'identités régionales fortement distinguées et la vigueur des structures tribales* »¹¹, les décennies de morcellement du pouvoir et du territoire

6. Saïd Haddad, « MARTEL André, La Libye des Ottomans à Da'ech, 1835-2016, Paris, 2016, 314 p. (Préface d'O. Pliez, postface de J. Frémeaux) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [Online], Lectures inédites, Online since 23 May 2018, connection on 05 September 2018. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10275>

7. Anderson Lisa, la Libye de Kadhafi, tiré de « la Libye après l'embargo », dossier coordonné par Luis Martinez, *Monde arabe Maghreb-Machrek*, N 170, octobre-décembre 2000. p. 1

8. Dolamari, Ali. « Le tribalisme libyen : un critère géopolitique », *Outre-Terre*, vol. 23, no. 3, 2009, pp. 123-125.

9. Martinez, Luis. « Libye : les usages mafieux de la rente pétrolière », *Politique africaine*, vol. 125, no. 1, 2012, pp. 23-42.

10. Directeur de recherche au CERI depuis 2005, politiste et spécialiste du Maghreb et du Moyen-Orient.

11. Bensaâd Ali « Changement social et contestations en Libye », *Politique africaine*, vol. 125, no. 1, 2012, pp. 5-22.

ont empêché l'émergence d'une société civile voire la constitution d'une nation ce qui explique le chaos après la révolution. Dans cette démocratie de façade, Kadhafi menait les négociations en tirant profit des rivalités entre tribus, des tribus qui étaient contrôlées à tel point que tous les membres pouvaient être sanctionnés à cause des écarts d'un seul individu. A ce titre : la fragmentation sociologique et politique entretenue, en plus du manque d'éducation politique et de conscience démocratique, rend difficile la conception d'élections encouragées par la France pour remplacer Kadhafi. Quel serait le sens d'une élection de type «occidental» dans un pays où le peuple ne se reconnaît pas comme une nation unie capable de se mobiliser derrière les mêmes idéaux ? Où la population a longtemps été exclue des grandes décisions concernant le pays et a été bercée par les idées de Kadhafi sur la gouvernance ?

Rosanvallon disait que la démocratie n'est pas le fruit d'une conquête politique mais le résultat d'un ancrage social anthropologique durable qui dépend uniquement des dynamismes internes aux sociétés¹² sauf que dans ce cas précis, l'initiative vient de l'Occident qui ne fournit qu'une version de la démocratie parmi tant d'autres. N'a-t-il pas tiré des leçons de ses erreurs passées ?

D'abord utilisée pour justifier la première intervention bien que sur fond de Realpolitik¹³, le terme «démocratie» est aujourd'hui réutilisé pour justifier l'invention censée apporter ordre et stabilité. A ce titre, lors du Sommet de Paris de soutien au peuple libyen, Nicolas Sarkozy avait fait allusion à la morale politique, la violation des droits de l'homme et le non-respect de la démocratie en soulignant que l'intervention serait «pour permettre au peuple libyen de choisir lui-même son destin». L'ironie vient du fait que ce même pays par le biais d'Emmanuel Macron occulte le peuple en se plaçant en tête de file dans la décision d'organiser des élections avant la fin de l'année 2018. N'est-ce pas contradictoire de défendre l'autonomie d'un peuple pour revenir décider du régime qui lui convient à sa place ?

12. Pierre Rosanvallon, «L'universalisme démocratique : histoire et problèmes», *La Vie des idées*, 17 décembre 2007. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/L-universalisme-democratique.html>

13. Investig'Action, L'intervention en Libye et la violation de la légalité internationale : un retour à la pseudo «morale internationale» du 19ème siècle [en ligne]. (18.01.2012). Disponible sur «<https://www.investigaction.net/fr/l-intervention-en-libye-et-la/>» (Consulté le 09.07.2018).

A l'heure où la qualification même d'État de la Libye est soumise à équivoque élire un homme sans préparer les esprits qui doivent l'accompagner et un cadre d'exercice du pouvoir bien prédéfini ne semble pas cohérent. Ce travail doit venir de l'intérieur avec l'aide de l'Union africaine de ce fait si un référendum se tient il ne sera pas voué à être contesté.

«ÉTATS DANS L'ÉTAT» : PARTAGE DE L'AUTORITÉ SUR LES TERRES LIBYENNES

Max Weber définissait l'État comme une communauté humaine qui dans les limites d'un territoire déterminé revendique avec succès et pour son compte le monopole de la violence physique légitime¹⁴.

La mort de Kadhafi a créé un déséquilibre et laissé un vide or comme le soulignait Aristote, la nature a horreur du vide. Dès lors, «les questions de partage du pouvoir entre les différentes villes et le désert, des droits des minorités, des modalités de redistribution des richesses naturelles du pays, sont [alors] remises en jeu et débattues par une multitude d'acteurs n'hésitant pas à avoir recours à la force armée¹⁵». Cette irruption de différents protagonistes a déstabilisé le système politique libyen si spécialement organisé en 42 ans de pouvoir.

La Libye connaît depuis une instabilité politique, fruit de la transition ratée ayant conduit à son *effondrement politique et économique ainsi que des affrontements entre milices et tribus*¹⁶; un terrorisme alimenté par des groupes armés qui profitent de l'absence d'autorité centrale et se nourrissent du trafic de la drogue, d'armes, de la rente pétrolière etc. Le pays se trouve aussi au cœur d'un «scandale humanitaire» en raison du trafic d'êtres humains et de la crise migratoire.

Anticipant ces problèmes, l'Union africaine, témoin de ce que les interventions en Somalie «Restore Hope» avaient entraîné, consciente des conséquences de l'intervention en Irak et en Afghanistan et victime d'une première éviction sur le cas de la Côte

14. Eabrasu, Marian. «Les états de la définition wébérienne de l'État», *Raisons politiques*, vol. 45, no. 1, 2012, pp. 187-209.

15. Gallet, Archibald. «Les enjeux du chaos libyen», *Politique étrangère*, vol. Été, no. 2, 2015, pp. 99-111.

16. Le Monde, Pour Westminster, Sarkozy est intervenu en Libye pour «améliorer sa situation politique» [en ligne]. (14.09.2016 à

17h01 • Mis à jour le 15.09.2016 à 06h44). Disponible sur «[https://www.lemonde.fr/international/article/2016/09/14/pour-](https://www.lemonde.fr/international/article/2016/09/14/pour-westminster-sarkozy-est-intervenu-en-libye-pour-ameliorer-sa-situation-politique_4997679_3210.html)

[westminster-sarkozy-est-intervenu-en-libye-pour-ameliorer-sa-situation-politique_4997679_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2016/09/14/pour-westminster-sarkozy-est-intervenu-en-libye-pour-ameliorer-sa-situation-politique_4997679_3210.html)». (Consulté le 14.07.2018).

d'Ivoire, avait d'ailleurs opté pour une solution politique. Jean Ping, ancien ministre des affaires étrangères gabonais et ancien président de la commission de l'Union africaine, dira sur ce point que l'Union africaine entendait changer un système alors que l'Occident voulait supprimer un homme¹⁷. Ayant opté par le passé pour une paix préventive plutôt que pour une guerre préventive les questionnements de l'Union africaine à savoir: «*Qui allait gouverner la Libye post-Kadhafi? Qui saurait apaiser les tensions inter-régionales, intertribales et interreligieuses qui naîtraient inéluctablement de la terrible confrontation à venir? Comment éviter le chaos à l'intérieur et la déstabilisation à l'extérieur, notamment au Sahel?*»¹⁸ sont toujours d'actualité. Dans le chaos résultant du détournement de la résolution 1973 de l'ONU, différentes forces tentent toujours de s'imposer.

A l'ouest (Tripoli) se dresse le gouvernement d'accord nationale (GAN) dirigé par Favez Al-Sarraj, «*l'homme politique, qui ne doit sa position qu'à l'appui de la communauté internationale*»¹⁹ et l'Onu. Il est protégé par les quatre milices (Rada force, Brigade des révolutionnaires de Tripoli, Nawasi, Ghneiwa) qui se sont réparties les quartiers pour assurer «la stabilité». Ils composent le paysage militaire et ont scellé un accord tacite régissant le partage des ressources offertes par la capitale²⁰ ce qui explique le rapprochement des réseaux de Misrata et de Zintan (responsable de la libération de Saif AL Islam) qui se sentent écartés du jeu d'influence autour des ressources selon Frédéric Bobin correspondant à Tunis du journal le Monde. Ces milices ont laissé Al-Sarraj s'installer pour tirer profit de son soutien par l'Occident mais son autorité n'est que tolérée. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à se faire entendre lorsque leurs intérêts ont en jeu. Il est sous tutelle de ce quartet (cartel pour certains comme Wolfram Lacher) qui bénéficie d'une couverture institutionnelle car officiellement affilié au ministère de l'intérieur²¹.

Al-Sarraj brille aussi par son «*incapacité à alléger les difficultés quotidiennes des Tripolitains*»²². La

présence de l'État Islamique qui a encore fait parler de lui grâce à l'attaque contre le siège à Tripoli de la Haute Commission électorale (HNEC) ayant causé 14 morts n'arrange en rien sa situation.

A l'Est (Cyrénaïque) se tient l'alliance politico-militaire parrainée par le maréchal Khalifa Haftar qui s'est auto-proclamé chef de l'Armée Nationale Libyenne (ANL) et se consacre à la lutte contre le terrorisme: «*un choix stratégique, qui lui permettra de gagner l'estime des militaires, mais aussi de la population, et enfin de la communauté internationale*»²³. Cela conduira d'ailleurs à l'élection d'un Parlement à Tobrouk, reconnu par la communauté internationale après la libération totale de Benghazi faisant de lui une partie de la solution par les occidentaux et non un problème. Homme de terrain qui a connu d'importants succès depuis le début de l'opération Dignité, il annonçait le jeudi 28 juin 2018 la libération de Derna auparavant sous contrôle des islamistes proche d'Al-Qaida. Le seul point qui noircit son tableau est la question des migrants pour laquelle il a demandé un financement pour soutenir les hommes dont ils disposent sur la grande majorité du pays.

Le sud (Fezzan) est lui toujours enclin aux guerres entre les clans et tribus qui ne cessent de s'intensifier.

La Libye est aujourd'hui partagée entre deux gouvernements rivaux qui entretiennent une méfiance réciproque ayant conduit à l'avortement des négociations jusqu'à présent et la non-signature de documents lors du sommet organisé par Macron. Si Al-Sarraj est en difficulté en raison de son déficit d'autorité, Haftar fait peur de par son passé militaire et l'importance qu'il accorde à l'armée.

LES FUTURS POSSIBLES POUR LA LIBYE ?

Entre l'est et l'ouest à qui la population préférera confier son destin? Qu'en est-il de la candidature de Saif Al-Islam Kadhafi ?

En Libye il a été faite abstraction des pro-Kadhafistes dans les négociations pour le futur du pays. S'ils avaient préféré boycotter les élections de 2014²⁴, ils

Haftar, ennemis libyens, que Macron mis d'accord?» [En ligne]. (25.07.2017 15h03. Mis à jour le 25/07/2017 22 :21). Disponible sur «https://www.huffingtonpost.fr/2017/07/25/qui-sont-favez-al-sarraj-et-le-marechal-haftar-ennemis-libyens_a_23046726/». (Consulté le 03.08.2018).

23. HuffPost, «*Qui sont Favez al-Sarraj et le maréchal Haftar, ennemis libyens, que Macron mis d'accord?*» Op. Cit.
24. RFI, «*Libye: les pro-Kadhafi préparent leur retour sur le devant de la scène politique*» [en ligne]. (Publié le

17. Ping Jean, «*Fallait-il tuer Kadhafi*», Le Monde diplomatique, août 2014, P. 8

18. Ping Jean, «*Fallait-il tuer Kadhafi*», op. Cit.

19. Bobin Frédéric, «*En Libye les failles du pacte sécuritaire de Tripoli*» [en ligne]. (03.05.2018 à 17h58 • Mis à jour le 03.05.2018 à 20h57). Disponible sur «https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/03/en-libye-les-failles-du-pacte-securitaire-de-tripoli_5293994_3212.html». (Consulté le 03.08.2018).

20. Ibid.

21. Ibid.

22. HuffPost, «*Qui sont Favez al-Sarraj et le maréchal*

sont tout simplement descendus dans la rue à l'annonce de ces nouvelles élections pour clamer leur volonté de revenir sur le devant de la scène politique. Ce mouvement est à envisager dans les probables futurs de la Libye car même s'il ne vaut pas la peine de lui accorder beaucoup de crédit, il pourrait bien créer la surprise. Entre le pouvoir des Kadhafas dont les membres sont présents partout sur le territoire, même en comptant ceux qui avaient fui, la population nostalgique de l'époque Kadhafi et lasse du chaos, et ceux qui sont méfiants, déçus ou en colère contre l'Occident, la balance pourrait facilement pencher en faveur du fils de leur guide déchu.

Mais est-ce que l'Occident laisserait les choses se faire ? Supprimer un père pour le voir se faire succéder par son fils serait un terrible échec. Non seulement la violence, le chaos, les guerres civiles ne pourront plus être justifiées mais alors le pays aura été mis à sang pour rien. Si le peuple au nom de qui ils interviennent choisissait ce destin la résolution détournée de l'Onu et la feuille de route que proposait l'Union africaine referaient surface. Cela mettrait un pays comme la France dans une mauvaise posture d'autant plus que celle-ci traîne encore l'histoire du financement libyen de son ancien président. Pour eux cela correspondrait à revenir au point de départ.

Pourtant sur bien des points le fils Kadhafi est beaucoup plus moderne que son père et ayant évolué à ses côtés, il a une connaissance pratique du terrain qui est à son avantage. Son défi serait de réussir à asseoir son autorité sans les armes et la répression car en sept ans, les mentalités ont évolué. Affranchi de son endormissement, conscient de la force de son soulèvement la population bien qu'exaspérée par les excès et nostalgique d'un passé lointain n'accepterait plus de subir une dictature. Se rapprocher de Haftar serait une bonne solution pour lui car dans ses rangs il compte de nombreux anciens officiers de Kadhafi partageant son appartenance tribale. Il lui faudrait réussir à dépasser la méfiance et prouver sa valeur. La possibilité Al Sarraj est moins probable car leur vision de la gouvernance est plus éloignée et le déficit de pouvoir ainsi que l'instabilité du territoire sont des éléments en défaveur de cette alliance.

Pour revenir aux deux protagonistes qui sont mis en avant un ouest vainqueur est-il envisageable ?

D'abord seul à être reconnu par la communauté internationale à ses débuts Al-Sarraj partage désor-

mais cette reconnaissance avec le maréchal Haftar qui a fait ses preuves en s'investissant dans la lutte contre le terrorisme. A cela on ajoute les islamistes qui le menacent, les milices avec qui il est obligé de collaborer et sa marge de manœuvre se trouve considérablement réduite. Ne faisant partie du décor que parce que les occidentaux l'ont voulu, sa légitimité pour diriger le pays est limitée, sans compter qu'il n'arrive pas à maîtriser son territoire. Il n'a pas le pouvoir de rassembler car en 7 ans il n'a pas réussi à faire ses preuves alors que tout lui a été facilité dès le début. Il n'aura connu à ce titre qu'un succès.

Pour une Libye libre, unifiée et forte il est un obstacle et donc un personnage à écarter. Dans des élections normales, il ne partirait pas favori mais il sera malheureusement toujours soutenu par l'Occident dont il partage l'idéologie et les aide à servir leurs intérêts. Ils le mettront toujours en avant dans les négociations ce qui en l'occurrence fausse le débat.

Pour éviter une éventuelle sortie de l'équation ou un potentiel coup d'État même avec le soutien des Occidentaux, sa porte de sortie serait de faire alliance avec Haftar et lui accorder la place qu'il réclame. Ensemble ils pourront lutter plus efficacement contre les islamistes, terroristes et autres groupes armés. Avec une armée nationale reconnue qui exerce le monopole de la violence légitime, le vide institutionnel dont profitent ces réseaux pour s'ancrer et proliférer sera comblé et l'État pourrait se reconstruire sereinement.

Qu'en est-il de la possibilité Haftar ?

Seul ou avec des alliés à ce jour elle paraît à bien des égards la plus plausible. Homme fort qui s'est construit seul, avant d'être reconnu et bénéficiant du soutien de son armée composée de beaucoup d'anciens officiers ainsi que du respect de la population qu'il protège il a respecté ses engagements et contrôle une grande partie du territoire. Son fort penchant pour le militaire. Bien qu'il ait acquis une certaine légitimité et que la population puisse s'identifier à lui, il représente, au même titre que Saif Al Islam bien que différemment, un retour en arrière car cela serait sortir d'un régime militaire pour retomber dans un autre. Il ne sera à ce titre pas mis au-devant de la scène par les Occidentaux car il partage de nombreux points avec son prédécesseur. D'ailleurs, il a fait partie de ceux qui ont mené le coup d'État l'ayant conduit au pouvoir.

Il pourrait aisément sortir vainqueur des élections s'il se présentait mais il gagnerait plus à s'allier avec l'un ou l'autre et devenir un homme fort dans le futur

12.01.2018 et mis à jour le 12.01.2018 à 23 :33). Disponible sur «<http://www.rfi.fr/afrique/20180112-libye-pro-kadhafi-preparent-leur-retour-le-devant-scene-politique>». (Consulté le 04.08.2018).

régime. Il se fait vieux et rencontre des problèmes de santé. Il lui faut, certes, sa place mais pas à la tête de l'État si l'on espère un changement de système car s'il venait à disparaître il se ferait succéder par Al Hassi ou alors d'autres élections devront se tenir ce qui conduirait au recommencement du processus. L'armée doit évidemment avoir une place importante dans le régime mais doit garder ses prérogatives et ne pas les outrepasser.

Si ces alliances sont envisageables c'est parce que bien que leur vision de ce que doit devenir le pays et comment il doit être gouverné diffère, ces hommes ont un point en commun : la lutte contre l'extrémisme. Ils s'inquiètent de la stabilité et de la sécurité de leur territoire et ils permettent de réunir les tribus et les milices autour d'un seul leader, celui en qui ils croient, accordent de la légitimité et dont ils partagent les valeurs.

Le fédéralisme comme futur probable semble alors possible. Même si ce futur semble naïf, il serait parfait pour un pays aussi fracturé. En effet, personne ne ressentirait le devoir d'imposer un leader non choisi, le leader en question ne se verrait pas obligé de recourir à la force pour se faire obéir ce qui risquerait de faire grimper le niveau de la violence et pourrait conduire à un coup d'État et replongerait le pays dans un autre borbier. Les allégeances serviraient de base au nouveau système car des élections pour élire un seul homme sans alliance pourraient se transformer en un nouveau moyen de forger un futur tyran.

Ce qu'il conviendrait de faire c'est se mettre d'accord sur le respect des limites sociogéographiques de chacun tout en incluant les kadhafistes et trouver des compromis pour diriger ensemble afin de prévenir toute menace pouvant venir de l'intérieur ou l'extérieur. Ils devraient se faire accompagner par l'Union africaine que Mousbila Sankara accuse de s'être démise de ses fonctions²⁵. Cela serait l'opportunité pour cette dernière de s'appuyer sur les pays voisins afin de mettre en place des solutions politiques adaptées au contexte libyen en particulier et africain en général. Elle pourrait ainsi retrouver son pouvoir, la place qui lui revient de droit dans la recherche de solutions et le suivi de la mise en pratique des solutions retenues.

Si chaque partie en Libye jouit de son autorité totale dans les confins qui lui ont été attribués et se coordonne avec les autres, les pratiques qui s'y sont développées faute de supervision cesseront de croître pour diminuer voire disparaître avec le temps. Et ainsi sur la base de dialogue et de compromis, ils pourraient aller à la conquête de l'avenir car, comme le souligne encore une fois Mousbila Sankara, tout peut se partager que cela soit le pouvoir ou les ressources.²⁶

25. Quenum Fr., L'Union africaine absente du terrain libyen [en ligne]. (05.09.2018). Disponible sur «<https://www.dw.com/fr/lunion-africaine-absente-du-terrain-libyen/a-45353540>» (Consulté le 12.09.2018).

26. Quenum Fr., *Ibid.*

À PROPOS DE THINKING AFRICA

Créé en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa
25 BP 1751 Abidjan 25
Côte d'Ivoire

